



## LUTTE CONTRE LE TERRORISME Une approche renouvelée des enjeux

Ce mois-ci,  
en commission ...

La France dispose d'un cadre juridique très complet en matière de lutte contre le terrorisme. Cependant les pouvoirs publics doivent veiller à adapter les dispositifs en vigueur à la réalité d'une menace en constante évolution. D'où le projet de loi déposé par Manuel Valls.

Nous venons de l'examiner en commission. Il vise notamment à permettre des poursuites contre des Français ayant participé à des camps d'entraînement terroristes à l'étranger sans avoir commis d'actes répréhensibles sur le territoire national.

Ce qui me frappe surtout, c'est la rupture, sur le plan méthodologique, par rapport aux usages d'avant l'alternance : une collaboration entre l'Intérieur et la Chancellerie, un temps utile de réflexion avant de déposer le texte, une large concertation avec les acteurs de l'antiterrorisme, pas d'incrimination nouvelle... Bref, un peu moins de bruit pour, espérons-le, un peu plus d'efficacité – gageons que notre pays a tout à y gagner...



Jean-Jacques

**URVOAS**

• Député  
du Finistère

• Président de la commission des Lois constitutionnelles,  
de la Législation et de l'Administration générale  
de la République



Ce mois-ci,  
dans l'hémicycle ...

## BANQUE PUBLIQUE D'INVESTISSEMENT La nomination des dirigeants en débat

J'ai été désigné rapporteur de la proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la Banque publique d'investissement (BPI). Cet établissement, rappelons-le, aura pour vocation de favoriser le développement des TPE, des PME et des entreprises de taille intermédiaire.

Le texte en question intègre le président de son conseil d'administration ainsi que son directeur général à la liste des emplois soumis à la procédure détaillée à l'article 13 de la Constitution. Celle-ci prévoit que le Président de la République ne peut procéder à une nomination « lorsque l'addition des votes négatifs de chaque commission représente au moins 3/5e des suffrages exprimés au sein des deux commissions ».

En substance, eu égard à l'importance des enjeux économiques dont la BPI aura à traiter, il nous est apparu essentiel que la commission des Finances des deux chambres puisse se prononcer sur la désignation de ses dirigeants.

Ce mois-ci,  
en Cornouaille ...



## AIDE A L'INVESTISSEMENT LOCATIF Préserver les intérêts de la Bretagne

Le dispositif Duflot remplacera le dispositif Scellier le 1er janvier 2013. Il s'agit d'une aide à l'investissement locatif pour la production de logements neufs, réservée aux zones les plus tendues (A, A bis et B1). Le problème est qu'un tel mécanisme exclut 95 % du territoire breton, ce qui suscite l'inquiétude légitime des entrepreneurs de BTP de la région.

J'ai donc fait adopter un amendement qui maintient l'éligibilité des communes en zone B2 jusqu'au 30 juin 2013, ce qui permettra aux préfets d'y agréer des programmes en fonction des besoins. D'autre part, le Gouvernement s'est engagé à procéder à une révision générale du zonage, qui pourrait aboutir à une extension du périmètre concerné par le dispositif Duflot.

Une révision dont je veux espérer qu'elle se traduise notamment par l'intégration en zone B1 des 20 communes du SCOT de l'Odet, compte tenu de la tension du marché du logement à laquelle ce territoire est confronté.

## Et demain, vous en entendrez parler...

L'Assemblée nationale a adopté, le 20 novembre, la proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial – cet élu hybride à deux têtes issu de la réforme territoriale de 2008, qui devait cumuler les fonctions de conseiller régional et de conseiller général.

Une nouvelle phase s'ouvre désormais. Elle se traduira par le dépôt d'un projet de loi fixant un nouveau calendrier pour les élections locales et un nouveau mode de scrutin pour les conseillers généraux.

Le Président de la République a fixé le cap lors de son discours devant les états généraux de la démocratie territoriale. Les élections cantonales et régionales devraient être reportées en 2015. Une mesure salutaire eu égard à l'encombrement du calendrier électoral en 2014 !

Quant à la réforme du mode de scrutin départemental, elle doit être l'occasion de promouvoir enfin la parité. Rappelons que les femmes représentent encore moins de 14 % du total des élus siégeant dans les conseils généraux ! Le mode de scrutin binominal paritaire à deux tours, proposé par le Gouvernement, devrait remédier à cette déplorable situation. Enfin, souhaitons que le redécoupage qui en découlera entraîne une conséquente réduction des écarts de population entre cantons – de 1 à 40 dans certains départements...



### Contacts et Secrétariat

8/10, Place de la Tourbie - 29000 Quimper  
Tél. : 02 98 95 69 80 - Fax. : 02 98 95 01 30  
Mail : [contact@urvoas.org](mailto:contact@urvoas.org)  
Blog personnel : [www.urvoas.org](http://www.urvoas.org)  
Twitter : @JJUurvoas

### Mes collaborateurs

À Quimper, le secrétariat est assuré par Morgane Conan,  
Renée Fily s'occupe des interventions individuelles :  
[renee.fily@urvoas.org](mailto:renee.fily@urvoas.org),

Alain Tanguy des dossiers de la circonscription (syndicats, associations, collectivités) :  
[alain.tanguy@urvoas.org](mailto:alain.tanguy@urvoas.org)

À Paris, Anne Wurtz prépare et suit les débats de la commission des Lois :  
[awurtz@assemblee-nationale.fr](mailto:awurtz@assemblee-nationale.fr)